

L'URSS de 1945 à sa dissolution

Contenu :

Introduction : L'URSS, grand vainqueur du second conflit mondial	1
I- Un leader idéologique dirigé par la volonté d'un seul homme : Staline.....	2
A) L'URSS de Staline : l'apogée de l'influence soviétique	2
B) Khrouchtchev, entre rupture et continuation	3
II- Les années Brejnev : entre expansion de l'influence soviétique et essoufflement économique.....	4
A) Une période qui semble d'abord profiter à l'URSS sur le plan international	4
B) Mais des difficultés internes impossibles à occulter.....	5
III- Des réformes incapables d'enrayer une dissolution devenue inévitable	6
A) Gorbatchev où la réforme impossible d'un colosse aux pieds d'argile	6
B) L'implosion de l'Union Soviétique.....	7
Conclusion : La victoire du capitalisme sur le communisme.....	8
A retenir.....	8
Personnages clés :	8
Chronologie synthétique :	9
Pour approfondir... ..	9
A) Le Printemps de Prague (1968).....	9
B) La rupture sino-soviétique	10

Introduction : L'URSS, grand vainqueur du second conflit mondial

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS est le pays qui paya le plus lourd tribut humain, avec près de 25 millions de victimes (soit environ la moitié des pertes mondiales et 15% de sa population d'avant-guerre) et notamment énormément de civils. Des milliers de villes et d'exploitations agricoles sont totalement anéanties, le nombre de sans-abris se compte en millions tandis que l'envahisseur allemand a détruit une bonne partie du potentiel industriel dès lors qu'il commençait à battre en retraite.

Pour autant, l'Union Soviétique retire de sa victoire un prestige moral considérable, ce qui n'était pas évident au départ du fait du pacte signé avec l'Allemagne. Il faut dire que la défense acharnée de la ville de Stalingrad, l'une des batailles les plus meurtrières de l'histoire, est un tournant déterminant au cours de la Seconde Guerre mondiale. Staline participe ainsi aux conférences des vainqueurs à Yalta (février 1945) et Potsdam (été 1945).

Surtout, l'URSS fait partie des deux vainqueurs de la guerre avec les Etats-Unis. Elle occupe militairement environ un tiers de l'Europe, essentiellement des territoires anciennement occupés par l'Allemagne nazie. Certains de ces territoires sont alors annexés (pays baltes, Biélorussie) ou simplement occupés par l'Armée Rouge (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie). Enfin, elle intègre l'ONU à sa création en 1945 et y obtient un statut de membre permanent au Conseil de Sécurité.

I- Un leader idéologique dirigé par la volonté d'un seul homme : Staline

A) L'URSS de Staline : l'apogée de l'influence soviétique

L'URSS stalinienne présente toutes les caractéristiques d'un Etat totalitaire : une idéologie officielle (le marxisme-léninisme), un parti unique (le Parti Communiste de l'Union Soviétique, PCUS), une police politique, l'absence de liberté d'information couplée à une propagande omniprésente, l'embrigadement de la jeunesse (grâce aux Komsomols), un contrôle quasi-total de l'ensemble des activités humaines, etc. Les entreprises sont aux mains de l'Etat, censé représenter le prolétariat. L'Etat peut ainsi lui-même organiser l'économie, et s'engage même à la planifier via des plans quinquennaux fixant notamment les productions, les salaires et les investissements à réaliser. Globalement, l'URSS privilégie le développement de l'industrie lourde (armement, sidérurgie, etc.) aux dépens des biens de consommations.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Etat apparait néanmoins moins autoritaire (libérations de détenus, assouplissement du contrôle des prix, etc.). Mais dès 1946, la méthode dure est réemployée afin de se renforcer face à la menace nucléaire américaine. Un quatrième puis un cinquième plan quinquennal sont lancés (1946 – 1950, 1951 – 1955), privilégiant une nouvelle fois l'industrie lourde (le secteur A) et prévoyant des constructions gigantesques, qui témoignent de la mégalomanie de Staline à cette époque, et ce alors que le pays est à reconstruire et compte des millions de sans-abris. Comme lors des plans précédents, l'agriculture est sacrifiée. Le niveau de vie des kolkhoziens est au plus bas : les prélèvements sont maintenus et les prix d'achats par l'Etat restent très faibles. Ainsi, alors que l'agriculture soviétique est en piteux état au lendemain de la guerre, une famine importante commence dès l'automne 1946.

Hors de l'Union Soviétique, les Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) sont peu à peu « satellisés » par l'URSS entre 1945 et 1948 : Moscou s'arrange pour que les communistes soient peu à peu élus dans chacun de ces pays. Par la suite, la démocratie est suspendue, le parti unique est instauré, les institutions sont calquées sur celles de l'URSS et le modèle économique soviétique est adopté (nationalisations, collectivisation des terres, planification, etc.). Ces nouvelles démocraties populaires sont ainsi organisées sous la direction de l'URSS, par le biais du Conseil d'Aide Economique Mutuelle (créé en 1949, et qui correspond à une réponse à la création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique en 1948) ou du Kominform (1947) qui s'évertue à coordonner l'action des Partis communistes sous la direction du PCUS. Par ailleurs, l'URSS n'hésite pas à exploiter purement et simplement les ressources des pays qu'elle contrôle.

Superpuissance au même titre que les Etats-Unis, l'URSS s'oppose vivement à ces derniers d'un point de vue idéologique. Si les tensions sont palpables dès avant la fin du second conflit mondial, la rupture intervient dès 1947, lorsque le Président américain Harry Truman dévoile sa stratégie d'endiguement à l'égard du communisme : le « *containment* ». En réponse à cette vision américaine, l'URSS proclame peu après la doctrine Jdanov, une représentation manichéenne qui affirme que le monde est divisé en deux camps : l'un, impérialiste, dirigé par les Etats-Unis, et l'autre, pacifiste, mené par l'Union Soviétique. Alors que la Guerre froide commence, les premières crises ne se font pas attendre : crise de Berlin dès 1948, puis guerre de Corée de 1950 à 1953. Surtout, face à cette menace dotée de l'arme nucléaire et qui se développe dès 1949 autour de l'Alliance Atlantique, l'URSS s'emploie à développer l'arme atomique, dont le premier essai a lieu dès 1949 : le monde entre alors dans l'ère de l'« équilibre de la terreur », chaque camp ne pouvant anéantir l'autre sous peine d'être à son tour détruit.

B) Khrouchtchev, entre rupture et continuation

En 1953, l'URSS doit faire face aux décès de Staline, le « Père des peuples ». Désireux d'éviter l'avènement d'une nouvelle dictature personnelle, les élites soviétiques choisissent Nikita Khrouchtchev en tant que Secrétaire Général du PCUS. Celui-ci partage alors le pouvoir avec Malenkov, considéré comme le dauphin de Staline et Président du Conseil des Ministres, ainsi que Beria, qui contrôlait les services de renseignements. Face à l'ambition de ce dernier et aux menaces qu'il représentait, Khrouchtchev et Malenkov s'allient tandis que Beria est condamné à mort en décembre 1953. Non encore terminée, la lutte d'influence au sommet du pouvoir soviétique s'achève en 1955, Khrouchtchev réussissant à écarter peu à peu Malenkov et à accroître son emprise sur le Parti. En 1956, lors du XX^{ème} Congrès du PCUS, Khrouchtchev s'exprime en faveur d'une coexistence pacifique avec l'ennemi américain ainsi que pour certains changements au sein de la société soviétique. Surtout, lors d'une séance à huis-clos, Khrouchtchev décide de dévoiler la liste des crimes commis par Staline au cours de sa domination, ce qui initie une période de déstalinisation marquée. Il permet également aux Soviétiques de se déplacer à l'étranger et engage une certaine libéralisation culturelle et artistique.

Expert en matière de politique agricole, Khrouchtchev lance plusieurs réformes, d'abord couronnées de succès, puis complètement désastreuses notamment en ce qui concerne la culture du blé ou l'élevage. Ainsi, l'URSS survit en grande partie grâce au maintien des lopins de terres accordés aux agriculteurs et gérés de façon autonome par ces derniers. Le lancement du sixième plan quinquennal en 1956 laisse toujours une forte prépondérance au secteur A, alors que Khrouchtchev voulait favoriser l'accès aux biens de consommation. Son échec provoque son remplacement par le septième plan dès 1959, là-encore avec des objectifs surréalistes sans doute associés aux réussites technologiques de l'époque (Spoutnik, en 1957, est le premier satellite artificiel ; Youri Gagarine devient le premier homme dans l'espace en 1961). Désireux de décentraliser le pays, Khrouchtchev initie en 1957 un vaste plan par la création de sovnarkhozes, c'est-à-dire des régions en charge de gérer localement les plans régionaux. Mais la réduction de leur nombre au début des années 1960 constitue un mouvement de concentration et donc de centralisation, marquant là l'échec de la politique de Khrouchtchev.

Sur la scène internationale, les positions soviétiques semblent se détériorer sous l'ère Khrouchtchev. Certes l'URSS semble tout d'abord maintenir son statut, faisant preuve de bonne volonté lors de la signature des Accords de Genève en 1954 qui mettent fin à la guerre d'Indochine, créant le Pacte de Varsovie en 1955 pour faire face à l'OTAN, réprimant l'insurrection de Budapest en 1956 ou imposant un ultimatum à la France et au Royaume-Uni lors de la crise de Suez en 1956. Néanmoins, le rapport Khrouchtchev sur la déstalinisation fait naître de grands espoirs dans les démocraties populaires, en vain. Par ailleurs, alors que Khrouchtchev se prononce en faveur d'une coexistence pacifique (initiant ainsi une course à l'espace d'abord dominée par l'URSS), il contribue à l'édification du mur de Berlin en 1961. D'autre part, en 1962, avec la crise des fusées de Cuba, il place l'humanité au bord d'un nouveau conflit mondial. Surtout, sa marche arrière lors de cette affaire est un aveu de faiblesse. En outre, son incapacité à enrayer le divorce avec la Chine communiste de Mao (voir « **Pour approfondir...** ») porte également préjudice à son statut. Accompagné de réformes qui inquiètent la nomenklatura (l'élite du parti) et de résultats agricoles décevants, le Comité Central décide finalement son limogeage en 1964 au profit de Léonid Brejnev.

II- Les années Brejnev : entre expansion de l'influence soviétique et essoufflement économique

A) Une période qui semble d'abord profiter à l'URSS sur le plan international

A la suite de la crise des fusées de Cuba s'ouvre une période dite de détente avec les Etats-Unis, qui dure jusqu'à la fin des années 1970. Américains et Soviétiques luttent désormais dans les périphéries, et en particulier dans le tiers monde. L'équilibre de la terreur favorise désormais la mise en application de la coexistence pacifique. Ainsi, Léonid Brejnev, leader soviétique depuis 1964, rencontre à plusieurs reprises le Président américain Richard Nixon. La signature des accords bilatéraux SALT I en 1972, qui limitent le développement des arsenaux militaires, est un bon exemple des pourparlers de l'époque. En conséquence, les différentes interventions américaines et soviétiques ne provoquent de ce fait que de simples protestations de la part du camp opposé, comme lors du Printemps de Prague en 1968 (voir « **Pour approfondir...** ») ou lors du coup d'Etat organisé par la CIA au Chili en 1973. L'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie met ainsi en lumière le principe de souveraineté limitée pour les Etats d'Europe de l'Est, comme défini a posteriori par la doctrine Brejnev.

En 1975, les Accords d'Helsinki, signés par 35 Etats, qui correspondent à un traité de paix à retardement pour la Seconde Guerre mondiale, symbolisent l'apogée de cette détente. Les nouvelles frontières sont déclarées inviolables, ce qui constitue une victoire diplomatique pour l'URSS dont les gains territoriaux sont entérinés. Mais les relations avec la Chine, cependant, continuent de se dégrader : des affrontements en Mandchourie, où la frontière reste l'objet de contestations, provoquent plusieurs centaines de morts en 1969. Néanmoins, de manière générale, cette période de détente semble davantage bénéficier aux Soviétiques qu'aux Américains : ainsi, profitant des difficultés américaines liées notamment à la mauvaise image donnée par leur engagement au Viêt-Nam ou encore au scandale du Watergate, l'URSS décide de développer son influence dans le tiers monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient où se développent des régimes proches de celui de l'Union Soviétique (par exemple en Algérie après son indépendance en 1962, ou en Angola).

A la fin des années 1970, le climat diplomatique se détériore néanmoins. La crise des euromissiles fait naître de réelles tensions entre les deux superpuissances : à l'installation (notamment en Europe de l'Est) de missiles à moyenne portée soviétiques, les SS-20, les Etats-Unis répliquent par le déploiement de missiles Pershing II, essentiellement en RFA. D'autre part, la décision de Brejnev d'intervenir en Afghanistan pour soutenir un régime communiste en difficulté ravive les tensions avec les Etats-Unis et se conclut par un fiasco pour l'armée soviétique dix ans plus tard, constituant ainsi le « Viêt-Nam des Soviétiques ». L'invasion de l'Afghanistan provoque au passage le boycott états-unien des Jeux Olympiques de Moscou, en 1980. Cette « guerre fraîche », alimentée par le retour des républicains au pouvoir aux Etats-Unis, contribuera à la chute de l'Union Soviétique.

B) Mais des difficultés internes impossibles à occulter

Nouvel homme fort en tant que Président du PCUS en 1964, Léonid Brejnev mène tout d'abord une troïka composée d'Alexis Kossyguine, Président du Conseil des Ministres, et Nikolaï Podgorny, chef de l'Etat à partir de 1965 à la place d'Anastase Mikoyan. Néanmoins, Brejnev prend de plus en plus d'importance dans les années 1970, et prend la fonction de chef de l'Etat en 1977 en poussant Podgorny à la retraite. Avec pour projet principal le maintien des privilèges des apparatchiks (c'est-à-dire les membres de la nomenklatura), il développe également un culte de sa personne et met fin à la campagne de déstalinisation initiée par Khrouchtchev. Un durcissement à l'égard des intellectuels et artistes est par ailleurs notable : Prix Nobel de la Paix en 1975, le physicien Andreï Sakharov est ainsi assigné à résidence en 1980, tandis qu'Alexandre Soljenitsyne, Prix Nobel de littérature en 1970, voit ses ouvrages être de plus en plus régulièrement censurés et décide de s'exiler.

Soucieux d'améliorer les résultats de l'agriculture soviétique, Brejnev décide d'assouplir la tutelle de l'Etat sur les exploitations collectives, de rehausser les prix d'achats des récoltes, de réduire les taxes et de supprimer les prélèvements autoritaires. Dès 1965, Brejnev décide également la fin des sovnarkhozes, permettant au Gosplan (le comité en charge de la planification) de reprendre une place centrale. Durant les années 1970, les nouveaux plans quinquennaux souhaitent favoriser le secteur B et la consommation des ménages par la production de télévisions et d'appareils électroménagers par exemple. De ce point de vue, l'URSS est en retard sur les sociétés capitalistes. Mais malgré ce volontarisme, aucune société de consommation de masse réelle n'émergera. A cette époque, l'URSS commence également à développer ses échanges commerciaux avec l'étranger, y compris certains pays capitalistes.

Les réformes quelque peu révolutionnaires proposées dès les années 1960 par l'économiste Liberman, évoquant notamment l'autonomie des entreprises alors trop dépendantes des contraintes de la planification, ne furent jamais appliquées telles qu'elles avaient été pensées. Les entreprises soviétiques continuèrent ainsi de faire face à la rigidité d'un système qui les empêchait d'améliorer leur productivité. Ainsi, à partir des années 1970, la croissance soviétique s'essouffle : c'est toute l'économie de l'URSS qui est fatiguée et usée. Les difficultés économiques s'accumulent, notamment avec les dépenses d'armement, celles liées à la course à l'espace et enfin les aides accordées aux pays alliés. A la mort de Brejnev en novembre 1982, Youri Andropov, chef du KGB, est désigné pour le remplacer. Il lance quelques réformes afin de redynamiser l'économie (lutte contre la corruption,

remotivation des travailleurs, plus grande autonomie accordée aux acteurs économiques, etc.). Mais Andropov décède dès février 1984, et Konstantin Tchernenko, qui lui succède et devait marquer un retour à l'orthodoxie communiste de Brejnev, meurt à son tour en mars 1985, laissant l'Union Soviétique dans le flou le plus total.

III- Des réformes incapables d'enrayer une dissolution devenue inévitable

A) Gorbatchev où la réforme impossible d'un colosse aux pieds d'argile

En 1985, Mikhaïl Gorbatchev devient le nouveau Secrétaire Général du PCUS. Contrairement à ses deux prédécesseurs, nés dans les années 1910, il fait figure d'homme jeune puisqu'il n'est âgé que de 54 ans à sa prise de fonction. C'est aussi un dirigeant moderniste puisqu'il initie une politique de transparence, la « *glasnost* », qu'il met en œuvre à l'occasion de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986. Il rompt notamment avec la censure et, dès 1985, prononce un discours dans lequel il expose très clairement les problèmes de l'URSS. Avec une franchise radicale, il explique qu'une grave crise est en train de compromettre l'avenir soviétique. On assiste alors à une certaine libéralisation de la parole politique. En 1986, le physicien Sakharov (qui militait pour les droits de l'Homme en URSS) est libéré, alors qu'il avait été assigné à résidence à Gorki. Mais il ne s'agit pas de remettre en cause le socialisme car, comme le dit Gorbatchev lui-même, la *glasnost* « est la critique saine des insuffisances, ce n'est pas le torpillage du socialisme et de ses valeurs ». Cependant, en relatant certains épisodes peu glorieux de l'histoire soviétique, Gorbatchev attise aussi un certain mécontentement et notamment le nationalisme dans les pays baltes. De plus, cette libéralisation est très relative puisqu'elle n'aboutit pas au multipartisme en URSS.

En 1986, le mot d'ordre est à l'accélération, ou « *uskorenie* » en russe. Elle est liée au douzième plan qui commence en 1986 et qui vise à accélérer la croissance suite au constat de l'essoufflement du pays. Mais les réformes les plus profondes commencent seulement en 1987, alors que l'accélération attendue ne se produit justement pas et que la croissance soviétique se ralentit encore. La conjoncture est en fait difficile pour l'URSS qui doit faire face à la chute des cours du pétrole en 1985. De plus, l'URSS est engagée dans une guerre coûteuse en Afghanistan, poussant Gorbatchev à retirer l'URSS de ce conflit qui l'affaiblit et qui creuse le déficit budgétaire. Les réformes engagées en 1987 constituent un virage libéral majeur : c'est la « *perestroïka* » (reconstruction). Il s'agit d'instaurer une économie mixte qui laisse une place à l'entreprise privée. Mais cette réforme s'accompagne d'effets pervers, tel que le développement du chômage (une chose nouvelle en URSS), de l'inflation et globalement une diminution du niveau de vie des Soviétiques.

Le secteur public, qui reste prépondérant, est peu à peu réformé : la loi du 30 juin 1987 prévoit notamment que la majorité des entreprises d'Etat devront désormais équilibrer les recettes et les dépenses, sous peine d'être mises en faillite. A l'été 1987, la possibilité de créer des entreprises privées dans le secteur agricole est réintroduite, puis étendue à l'artisanat et aux services en 1988. Ces entreprises privées peuvent fixer les prix qu'elles souhaitent, embaucher et même créer des actions et lever des fonds. On assiste alors peu à peu à l'ouverture économique du pays, par exemple par la création d'entreprises mixtes aux capitaux à la fois soviétiques et étrangers. En 1988, toutes les entreprises, et non plus seulement les monopoles d'Etat, sont autorisées à accéder au marché extérieur.

Face à la relance de la course aux armements engagés par les Etats-Unis, notamment via l'annonce du projet Initiative de Défense Stratégique (IDS), l'URSS n'a plus les moyens de rivaliser : Gorbatchev choisit donc de ne pas suivre cette voie et préfère apaiser les relations avec l'Occident. Il reçoit d'ailleurs le Prix Nobel de la Paix en 1990 pour sa contribution à la fin de la Guerre froide, annoncée officiellement par l'URSS et les Etats-Unis en décembre 1989 lors d'une rencontre à Malte. Par ailleurs, du fait de ces difficultés économiques, Gorbatchev suspend l'aide soviétique (technique, militaire et économique) aux pays du tiers monde, annonce que l'Armée Rouge n'interviendra plus dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est (provoquant la chute des régimes communistes en place) et décide de retirer les troupes d'Afghanistan.

B) L'implosion de l'Union Soviétique

Malgré les réformes engagées à la fin des années 1980 par Gorbatchev, l'URSS connaît de graves difficultés économiques au tournant des années 1990. Les entreprises d'Etat, qui devaient être rentables, n'ont pas gagné en productivité et restent soutenues financièrement par l'Etat soviétique. Globalement, la situation économique de l'URSS continue de s'aggraver au travers de lourds déficits, d'un endettement croissant vis-à-vis de l'extérieur et de la hausse de l'inflation. Après une tentative ratée de restauration des grands équilibres économiques du pays en 1989, Gorbatchev annonce en mars 1990 que l'objectif est désormais de passer à l'économie de marché et d'abandonner le collectivisme. Concrètement, aucune mesure n'est prise, et Gorbatchev se montre hésitant quant à la marche à suivre.

D'autre part, l'URSS connaît en son sein des dissensions de plus en plus manifestes sur le plan politique : à la fin des années 1980, certaines Républiques (baltes et caucasiennes notamment) commencent à désapprouver le pouvoir fédéral. Ainsi, dès 1989, la Lettonie puis la Lituanie proclament unilatéralement leur souveraineté. Dès lors, la législation soviétique sera soumise à la décision du parlement de la République avant d'être appliquée. En outre, certains conflits interethniques se réveillent (comme le montre la guerre du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui éclate en 1988) tandis que l'hostilité vis-à-vis de Moscou se renforce. Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombe. En 1990, toutes les Républiques, y compris la Russie, proclament également leur souveraineté. En effet, la Russie est elle aussi hostile au système fédéral car ce sont en réalité deux hommes qui s'affrontent, Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev.

Eltsine, élu Président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie le 29 mai 1990, proclame le lendemain de son élection que la Russie sera indépendante avant 100 jours. Beaucoup de Russes sont favorables à l'indépendance et estiment que les autres Républiques vivent au crochet de la Russie. Gorbatchev souhaite quant à lui contrer ces velléités sécessionnistes, et forme le projet d'une nouvelle constitution soviétique qui offrirait plus d'autonomie pour les Républiques. Il mène alors une course contre la montre face à la montée de ces revendications indépendantistes, mais l'opposition conservatrice réalise un putsch le 19 août 1991 pour empêcher la signature de ce nouveau traité d'Union. Gorbatchev, déclaré inapte à tenir son poste, est remplacé par Guennadi Ianaïev, un conservateur qui était devenu vice-président grâce à lui.

Cependant, Boris Eltsine, élu Président de Russie le 12 juin 1991, s'oppose à ce putsch et apparaît comme un sauveur. Les putschistes abandonnent leur action et Eltsine sort en grand vainqueur de cet épisode, tandis que Gorbatchev est affaibli politiquement. Dès lors, le Parti Communiste de l'Union Soviétique est rapidement dissout et, le 8 décembre, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie signent le traité de Minsk qui crée la Communauté des Etats Indépendants, proclamant également l'obsolescence de l'URSS. En décembre 1991, l'URSS est à son tour officiellement dissoute le lendemain de la démission de Gorbatchev qui intervient lors d'un discours prononcé le 25 décembre.

Conclusion : La victoire du capitalisme sur le communisme

Boris Eltsine, plutôt que de sauver le système économique hérité de l'URSS, décide alors de le détruire, son but étant de mettre en place des réformes dures mais rapides : « la thérapie de choc ». Aidés d'économistes, tels qu'Egor Gaïdar, il entreprend rapidement le développement de l'économie de marché, inspiré de la fameuse « école de Chicago ». Les réformes prévoient alors, avec l'aide du FMI, la libéralisation des prix et des importations tout en contenant l'inflation, une politique monétaire stricte, l'élimination du déficit budgétaire et la privatisation des entreprises d'Etat, mesures à l'origine d'une contestation importante, de résultats peu probants et marquant surtout la fin de l'époque communiste dans le pays.

En parallèle de la chute de l'URSS, c'est en fait la quasi-totalité des Etats communistes qui changent de système économique, consacrant ainsi le modèle capitaliste : République démocratique allemande (RDA), Yougoslavie, démocraties populaires (Bulgarie, Pologne, Roumanie, etc.) et anciennes républiques soviétiques (Lettonie, Ukraine, Russie, etc.), sans oublier les Etats où s'était développée l'influence soviétique (Afghanistan, Angola, Bénin, Ethiopie, Mongolie, Mozambique, etc.). Certes, des régimes communistes existent toujours officiellement en Chine, au Viêt-Nam et au Laos, mais ceux-ci ont été largement assouplis, notamment en ce qui concerne la libéralisation de l'économie. Cuba, depuis l'arrivée de Raul Castro au pouvoir, tente de déréglementer peu à peu son économie, tandis que la Corée du Nord, dotée d'un régime totalitaire, repose toujours sur une doctrine fondée sur le marxisme-léninisme.

A retenir

Personnages clés :

Leaders soviétiques :

- 1922 – 1953 : Joseph Staline (1878 – 1953)
- 1953 – 1964 : Nikita Khrouchtchev (1894 – 1971)
- 1964 – 1982 : Léonid Brejnev (1906 – 1982)
- 1982 – 1984 : Youri Andropov (1914 – 1984)
- 1984 – 1985 : Konstantin Tchernenko (1911 – 1985)
- 1985 – 1991 : Mikhaïl Gorbatchev (1931 – ...), Prix Nobel de la Paix en 1990

Autres :

- Alexandre Soljenitsyne (1918 – 2008) : Prix Nobel de littérature en 1970
- Andreï Sakharov (1921 – 1989) : Prix Nobel de la Paix en 1975
- Boris Eltsine (1931 – 2007) : premier Président de la Fédération de Russie
- Youri Gagarine (1934 – 1968) : premier homme dans l'espace

Chronologie synthétique :

- 1945 – 1948 : satellisation progressive des PECO
- 1947 : stratégie américaine d'endiguement et doctrine Jdanov
- 1948 : crise de Berlin
- 1949 : premier test soviétique de la bombe atomique
- 1950 – 1953 : Guerre de Corée
- 1955 : Pacte de Varsovie
- 1956 : crise de Suez
- 1956 : XX^{ème} Congrès du PCUS et déstalinisation
- 1956 : insurrection de Budapest et répression soviétique
- 1961 : construction du mur de Berlin
- 1962 : crise des fusées de Cuba
- 1968 : Printemps de Prague
- 1975 : Accords d'Helsinki
- Fin des années 1970 – années 1980 : crise des euromissiles
- 1979 : invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge
- 1980 : Jeux Olympiques de Moscou, boycottés par les Etats-Unis
- 1986 : catastrophe de Tchernobyl
- 1987 : début de la *perestroïka* (restructuration)
- 9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin
- 26 décembre 1991 : dissolution de l'URSS

Pour approfondir...

A) Le Printemps de Prague (1968)

En 1968, vingt ans après le coup de Prague, la Tchécoslovaquie est une République socialiste, dirigée par le parti communiste. Un mouvement contestataire est lancé dès 1967 par Dubcek au sein du parti, à l'encontre du dirigeant Novotny. En janvier 1968, Brejnev décide de remplacer ce dernier par Dubcek qui prend la tête du parti. Novotny perd également la présidence de la République tchécoslovaque en mars au profit de Svoboda.

Ce duo mène une politique de réformes : souhaitant introduire un « socialisme à visage humain », Dubcek ambitionne de promouvoir les droits fondamentaux et annonce vouloir mettre fin au parti unique. De plus, il met en place un système fédéral entre deux nations : la Slovaquie et la Tchéquie. Sur le plan économique, les réformes consistent à se rapprocher du modèle occidental : une sorte de socialisme de marché se met en place, avec une volonté d'ouverture et de promotion des exportations. Enfin, certaines idées du marxisme-léninisme, notamment le concept de lutte des classes, sont remises en causes.

Ces réformes sont mal accueillies en URSS, car elles fragilisent le camp socialiste et sont assimilables à une critique du régime soviétique. D'autres dirigeants de PECO considèrent la Tchécoslovaquie comme un mauvais exemple car ils craignent de devoir faire face à des mouvements insurrectionnels. Les troupes du Pacte de Varsovie envahissent en août 1968 la Tchécoslovaquie et écrasent le Printemps de Prague. En 1969, sous pression soviétique, Dubcek est finalement remplacé par Husak, beaucoup plus docile à l'égard de Moscou. S'en suit un processus de « normalisation » qui correspond à un retour au modèle antérieur à ces événements. Seul le système fédéral résistera à cette normalisation.

B) La rupture sino-soviétique

Dès les années 1920-1930, Mao se démarque de l'orthodoxie marxiste et des divergences apparaissent entre Staline et lui. Alors qu'en URSS, la révolution s'est faite par le prolétariat des villes vers les campagnes, en Chine, c'est la paysannerie à qui ce rôle révolutionnaire incombe. En 1953, à la mort de Staline, Mao se considère comme doyen et héritier du mouvement communiste, et rejette la vision de Khrouchtchev pour qui l'URSS reste le grand frère de la Chine communiste. Par ailleurs, l'URSS devient pour Mao une nation capitularde (avec l'annonce de la coexistence pacifique) qui s'éloigne de la thèse marxiste-léniniste.

Mao cherche alors à se démarquer de l'URSS pour ne pas en devenir un simple satellite, la Chine étant par ailleurs deux fois plus peuplée que l'URSS. Afin de proposer un modèle alternatif au tiers monde, il initie la « marche sur les deux jambes », une application du communisme radicale et qui consiste à miser autant sur l'agriculture que sur l'industrie. Alors que Moscou s'inquiète du Grand Bond en avant initié par les Chinois en 1958, Khrouchtchev cherche à calmer les relations avec les Etats-Unis et suspend sa promesse d'aider la Chine à se doter de l'arme nucléaire. Dès 1960, l'URSS décide le retrait de son aide technique et financière de Chine.

En 1962, le recul de Khrouchtchev face à Kennedy lors de la crise des fusées de Cuba et le soutien soviétique à l'Inde accélère la rupture, entérinée en 1964 par la fin des relations sino-soviétiques et le premier test nucléaire chinois. Les tensions atteignent leur apogée en 1969 lors d'affrontements meurtriers en Mandchourie. Si un apaisement notable se fait sentir après la mort de Mao en 1976, Chine et URSS ne devinrent jamais alliés et des dissensions sur des questions internationales perdurèrent jusqu'à la dislocation de l'URSS.